

La Palestine expliquée à tout le monde

Elias Sanbar

La Palestine expliquée
à tout le monde

Éditions du Seuil

ISBN : 978-2-02-112070-7

© ÉDITIONS DU SEUIL, OCTOBRE 2013

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Pour Salim Halevi

– *Quand commence l'histoire de la Palestine ?*

– L'histoire de la Palestine pourrait débiter avec Canaan ou la Bible, la conquête romaine ou les Évangiles, les Byzantins ou la Conquête arabe, les Croisades ou Saladin ou encore l'Empire ottoman, etc. On peut aussi avancer qu'elle ne peut être saisie qu'à travers les trois religions monothéistes (judaïsme, christianisme, islam). On peut encore l'aborder à partir du conflit permanent entre la vallée du Nil et celle de l'Euphrate, entre deux grandes civilisations, l'Égypte pharaonique d'un côté, Sumer et Babylone de l'autre. Toutes ces entrées sont possibles pour raconter la Palestine. Mais toutes disent aussi que les « commencements », au sens de l'instant zéro, n'existent pas en réalité.

Je suppose néanmoins que votre question porte sur l'histoire contemporaine de la Palestine. Celle-ci se confond alors et malheureusement, avec l'histoire du « conflit ». Il débute à la fin du XIX^e siècle, lorsque Théodore Herzl, un journaliste viennois, élabore son projet visant à trouver un « havre permanent pour le peuple juif ». Il ne pose pas encore la question de l'État israélien mais se demande, voyant les massacres qu'ils subissent, si les Juifs peuvent encore vivre avec d'autres communautés que la leur. Il est intéressant de rappeler que Herzl est au départ un Juif assimilé et assimilationniste, comme l'étaient beaucoup de Juifs en Europe au XIX^e siècle, dans un mouvement qui accompagnait leur émancipation progressive, pour participer pleinement à leurs sociétés d'adoption. Mais Herzl est, les dernières années du siècle, bouleversé par les pogroms, ces persécutions organisées contre les Juifs qui se multiplient en Russie et en Europe centrale, par l'affaire Dreyfus aussi en 1894, qu'il couvre comme journaliste envoyé spécial à Paris. Il en viendra ainsi à la conviction que les Juifs ont un besoin vital de disposer d'un lieu à eux, « un foyer national » conçu comme un refuge, un havre. Ces thèses fondatrices du sionisme

seront au cœur de son ouvrage, *L'État des Juifs*, publié à Vienne en 1896.

– *Peut-on dire alors que la Palestine commence avec l'État d'Israël ?*

– Non, bien que ce soit une thèse chère à certains Israéliens qui, soucieux de prouver que les Palestiniens n'existaient pas avant 1948, affirment que la Palestine arabe est née en réaction à la naissance de l'État israélien.

Non, car l'histoire de la Palestine contemporaine n'est pas seulement celle de ceux qui vont bientôt venir en Palestine et qui deviendront les Israéliens. La Palestine, c'est également, à cette même période, l'histoire des « Gens de Terre sainte », un peuple qui possède sa culture, sa conscience identitaire, ses socialités propres, sa mémoire collective, ses réseaux de pouvoirs, qui sait *qui il est*, même s'il ne dispose pas encore d'un appareil d'État au sens moderne de l'expression.

– *À quoi ressemble la Palestine à la fin du XIX^e siècle ?*

– Territoire de l'Empire ottoman, elle fait partie des provinces arabes gérées par des gouverneurs. Il est important de préciser que ces

provinces, sans être autonomes sur le plan politique, possèdent leur identité propre.

Il est bien entendu que ce pays existe alors sans se définir par des frontières, au sens moderne du terme, telles qu'elles seront tracées unilatéralement par les Britanniques et les Français lorsqu'ils se partageront l'ex-Empire ottoman au lendemain de la Première guerre mondiale.

À la fin du XIX^e siècle, l'éclosion du mouvement sioniste en Europe coïncide avec celle des idées nationalistes arabes qui se répandent dans l'Empire ottoman et menacent de l'ébranler. Il ne s'agit pas là d'« identité arabe » – les Syriens, Libanais, Palestiniens, Jordaniens, Irakiens ne sont pas en train de découvrir leur « arabité » ni de la revendiquer –, mais du projet politique d'une unité arabe en Orient.

– *Quel est ce projet de « nation » arabe ?*

– Il s'agit d'une nation au sens de l'indépendance et de la souveraineté politiques : la Syrie, le Liban, la Palestine, la Jordanie, l'Irak unis pour former un seul pays. On ne souligne pas assez aujourd'hui l'influence alors dans le Moyen-Orient des idées de la Révolution française et du Code Napoléon. Cette période est celle

de la *Nahda* arabe, terme souvent traduit par « renaissance » mais je préfère le traduire par « réforme » moderniste parce que c'est fondamentalement de cela qu'il s'agissait : la *Nahda* fut un mouvement à la fois politique, culturel et religieux.

Accompagnant les revendications de liberté, d'indépendance et de souveraineté, les penseurs de l'islam, Égyptiens en tête, produisent une lecture éclairée du Coran et prônent eux aussi l'unité arabe, assimilée il est vrai à celle de la *Oumma*, la nation des croyants. À ce détail près que les Arabes chrétiens jouèrent, eux aussi, un rôle important dans cette *Nahda*. Indépendance, souveraineté, unité et modernité : telles sont, en cette fin du xx^e siècle, les composantes au sein desquelles émerge l'histoire de la Palestine contemporaine. Paradoxalement, les Palestiniens, au premier rang du combat de l'époque, ne se doutent pas encore que leur histoire va se trouver irrémédiablement singularisée par rapport à celle de leurs frères arabes.

- *Pourquoi et quels en sont les moments décisifs ?*
- J'en vois plusieurs, concomitants. Le premier, en 1897, lors du Congrès sioniste de Bâle

lorsque Theodore Herzl parvient à imposer l'objectif de l'établissement d'un Foyer national juif en Palestine. Je dis qu'il y parvient car il fait face à une forte opposition de courants dans les communautés juives européennes, convaincus que le destin du peuple juif est précisément de ne pas disposer d'un État. Ce soir-là, Herzl écrit dans son *Journal* : «Aujourd'hui, j'ai fondé le mouvement sioniste.» La finalité du sionisme dans l'État, et un État *en* Palestine, est pour la première fois reconnue.

À cette même période, deux projets antagoniques sont donc à l'œuvre en Palestine : un projet d'indépendance et de souveraineté palestiniennes au sein d'une Nation arabe, et un projet de création d'un Foyer national juif en Palestine, sur une terre déjà habitée par son peuple. Un réformiste palestinien, le cheikh al-Taji al-Farouqi, auteur par ailleurs des paroles du futur hymne national palestinien, écrira en 1905 un article prophétique qu'il publiera à Tripoli, au Liban. Il y disait en substance : la finalité du sionisme est de nous rendre étrangers chez nous.

Telle est la quintessence du drame que l'on prépare au peuple palestinien : devenir étranger sur sa terre.

Douze ans plus tard, en novembre 1917, la Déclaration de Balfour scelle le projet sioniste. Lord Arthur Balfour, ministre anglais des Affaires étrangères, dans une lettre ouverte à la Fédération sioniste, déclare et endosse le soutien de la Grande-Bretagne à l'établissement d'un Foyer national juif en Palestine.

À la même période, la Grande Révolte arabe a éclaté dans l'Empire ottoman. Partie d'Arabie, elle est dirigée par Fayçal, le fils du chérif de La Mecque, avec le soutien britannique. La nation orientale entière vit alors un rêve : les Anglais ont promis que, si les Arabes combattaient à leurs côtés les armées turques, Fayçal pourrait créer à Damas un « Royaume arabe » qui comprendrait la Palestine, le Liban, la Syrie, la Jordanie et l'Irak actuels, avec Damas pour capitale.

– *Alors, en 1917, les Anglais ont fait deux promesses inconciliables ?*

– En effet. Le Royaume arabe ne verra pas le jour malgré l'entrée victorieuse de Fayçal à Damas et la Palestine entrera dans son histoire singulière.

Nous sommes au terme de la Première Guerre mondiale et la Société des nations (SDN) tente

de concrétiser ce qu'on a appelé les « Quatorze points de Wilson ». Énoncés en 1918 par le président américain, ils portent notamment sur la reconstruction de l'Europe après la guerre. Parmi ces points figure également le droit des peuples à l'autodétermination, ce qui pose concrètement la question du devenir des pays arabes conquis par les Alliés. Alors, et avec l'hypocrisie dont les puissances coloniales sont coutumières, l'on admet le principe tout en y ajoutant une condition pour son application : certains peuples étant considérés comme encore « mineurs », il est convenu que certaines puissances les « accompagnent » jusqu'à leur « majorité ». S'agissant de notre région, il s'agit de démanteler *de facto* l'Empire ottoman et de répartir ses territoires entre deux grandes puissances : la France et l'Angleterre.

Au mois de mai 1916, dans un hôtel, avenue de l'Opéra, à Paris, Mark Sykes, ministre des Affaires étrangères britannique, et le diplomate français François Georges-Picot se retrouvent secrètement pour le partage du « butin ». L'un utilise un crayon-mine bleu, l'autre un crayon-mine rouge et ils se mettent à tracer la part de chacun. La carte existe encore. On y voit les lignes qui ont été gommées, hachurées, retracées,

rediscutées, etc., dans une négociation dictée par le seul rapport de force : que puis-je arracher de plus à l'autre ? Au bout du compte, le Liban et la Syrie actuels échoient à la France, l'Irak, la Palestine et ce qui deviendra la Jordanie, mais qui s'appelle alors la « Transjordanie », seront le lot des Britanniques. C'est ce partage qui sera entériné dans le cadre d'un mandat de la SDN en 1920.

Les Arabes, eux, vivent ce partage colonial comme un véritable dépeçage. Car, sous l'Empire ottoman, les limites des provinces étaient certes identifiées, mais comme délimitant les juridictions des gouverneurs, non comme des frontières modernes, *entre pays*. Et voilà que, d'un coup, le rêve du Royaume arabe disparaît et que, de surcroît, un monde qui, par-delà ses provinces, se vivait comme une seule entité se retrouve morcelé.

– *Pourquoi l'Angleterre a-t-elle fait cette double promesse contradictoire : un Foyer national juif et l'autodétermination, une fois le peuple palestinien « majeur » ?*

– Parce que, contrairement aux thèses qui voient derrière cet épisode un « complot » anglais, la Grande-Bretagne, bien que solidaire

du mouvement sioniste, ne souhaitait pas aller jusqu'à donner aux Juifs un État indépendant. En favorisant tantôt les aspirations nationales palestiniennes, tantôt les aspirations juives, l'État colonial se plaçait en arbitre permanent et entendait ainsi se maintenir comme un maître de jeu irremplaçable. Le fait que l'administration britannique comptait nombre de racistes anti-arabes ou de larges secteurs sympathisants de la cause sioniste ne change rien à l'affaire. Les intérêts de l'Empire – le canal de Suez, les champs pétroliers de l'Irak, la façade méditerranéenne palestinienne, le blocage de toute expansion des intérêts français, etc. – passaient en premier et il était indispensable que la Grande-Bretagne ne « sorte » pas de cette région. Ménager en alternance les revendications des deux camps sera la politique coloniale jusqu'à ce que la Grande-Bretagne soit contrainte de quitter la Palestine en 1948, à la création de l'État d'Israël. Ce dernier naîtra fondamentalement de la volonté américaine, comme nous allons le voir.

– *Comment vit-on en Palestine avant le mandat britannique ?*

– C'est un pays essentiellement rural avec

aussi bien des produits destinés à la consommation domestique – ainsi les cinquante-sept variétés réputées de raisins de table des monts d'al-Khalil, Hébron ou les céréales de la grande plaine de Marj ibn 'Amir, s'étendant de Beissan à l'est jusqu'aux premiers contreforts du mont Carmel sur la Méditerranée – que d'autres, emblématiques, célèbres et exportés dans tout le Moyen-Orient : l'huile d'olive, produite à travers tout le pays, le savon de Naplouse, les agrumes, dont les jardins couvrent la quasi-totalité du littoral, avec Jaffa pour centre.

Qui sait encore la raison qui a poussé Israël à commercialiser ces oranges sous la dénomination arabe de « Jaffa » ? Ne serait-ce pas qu'elles étaient déjà réputées au temps de la Palestine ? Qui sait que, durant la guerre de Sécession, les Palestiniens exportaient leurs oranges jusqu'à la côte ouest des États-Unis ? Les Palestiniens auront un rire amer quand ils entendront les Israéliens prétendre qu'ils ont fait « reflourir le désert » et planté des orangers. Le pays en regorgeait déjà, il suffit de regarder les photographies du XIX^e siècle pour le vérifier.

À cette production agricole s'ajoutent à partir du début du XIX^e siècle l'essor des ports, Jaffa

et Haïfa surtout, et une industrie de plus en plus florissante, celle du tourisme religieux, le pèlerinage en Terre sainte. Ce secteur prospère s'accompagnera, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, d'un grand développement urbain, notamment parce qu'un grand nombre de missions religieuses – russes, grecques, autrichiennes, prussiennes, allemandes, anglaises, écossaises, américaines, italiennes, espagnoles... et bien entendu françaises – s'installent dans le pays. Elles fonderont couvents et écoles. Ces dernières dispenseront leur enseignement dans leurs langues nationales respectives et nombre de Palestiniens seront alors, et tôt, plurilingues.

On a souvent dit que les Palestiniens ont développé par l'exil une réelle *intelligentsia*, une élite cultivée, de lettrés et savants. C'est vrai que l'exil a favorisé une soif de savoir. Ne serait-ce que parce que c'est le seul capital que les exilés qui ont tout perdu peuvent acquérir, le seul moyen aussi d'échapper à la précarité matérielle. En exil, l'accès au savoir fut une planche de salut pour les réfugiés. Mais leur soif de connaissance n'est pas née en exil. Elle est intrinsèque à la société de la Terre sainte.



RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2013. N° 112068 (00000)
IMPRIMÉ EN FRANCE

Extrait de la publication